

Lettre n°97

Les BRICS, une ambition et des limites.

« Nous, Européens, nous sommes les civilisés, et pour nous, les Chinois sont les barbares. Voilà ce que la civilisation a fait à la barbarie ». Victor Hugo.

Cette indignation de **Victor Hugo** devant l'incendie du Palais d'Eté par Lord Elgin, fils de celui qui arracha les frises du Parthénon à Athènes (!), était pleinement justifié car elle fut une humiliation stupide infligée aux Chinois et une erreur, trop souvent reproduite par les Européens dans leurs anciennes colonies. Elle se paie encore aujourd'hui d'un ressentiment partagé par les pays du Sud et la réunion des BRICS, pour nourrir un autre dialogue de civilisations, en est une des tribunes d'expression.

- A l'origine, au début des années 2000, BRIC était un simple acronyme forgé par un économiste de Goldman Sachs pour distinguer 4 pays -Brésil, Russie, Inde, Chine- susceptibles d'afficher un taux de croissance supérieur aux pays occidentaux. Il s'agissait d'identifier une thématique d'investissement.
- Ensuite, une organisation est née en 2003, un cinquième pays, l'Afrique du Sud, a été admis, et au fil des années, une rhétorique a été développée pour s'affranchir des institutions multilatérales mises en place par l'Occident en 1945, pour chercher une alternative à la prééminence du \$, pour éviter aux emprunteurs de devoir se soumettre aux fourches caudines du FMI et à sa doxa libérale.
- Depuis le 1^{er} janvier 2024, l'ensemble des BRICS vient d'accueillir cinq nouveaux membres et représente 35% du PIB mondial et 42% de la population mondiale.
- Comment appréhender cet ensemble ? C'est un espace de dialogue entre civilisations, l'Inde de Modi qui exalte l'hindouisme, la Chine de Xi qui laisse se développer sous le contrôle du Parti communiste un néoconfucianisme, la Russie de Poutine qui vante la supériorité de la civilisation russe. Mais, on ne peut s'arrêter à cette juxtaposition de nationalismes, car le seul point d'entente est une opposition aux valeurs libérales de l'Occident.
- De surcroît, à l'instar des routes de la soie ou de l'organisation de Shanghai, l'organisation des BRICS, comme on va le voir ci-dessous sert avant tout l'ambition chinoise et connaît des limites évidentes sur le plan commercial, financier, monétaire et politique.

L'ambition chinoise :

Indubitablement, le dialogue au sein des BRICS est entravé par la domination de la Chine, forte d'un PIB cinq fois plus élevé que celui de l'Inde et dix fois plus élevé que la Russie. La Chine représente 70% du PIB des BRICS, elle est le principal débouché à l'exportation d'une quarantaine de pays et entend peser sur eux.

- Les visées chinoises :

La Chine incrimine les relents coloniaux des puissances occidentales mais pratique un impérialisme peu différent. L'élargissement des BRICS, avant tout, sert les intérêts chinois : l'Egypte est le siège de la ligue arabe et le lieu de passage du canal de Suez, artère clé des échanges chinois vers l'Europe ; l'Ethiopie, 120 millions d'habitants, 2^{ème} pays d'Afrique par la population, est le siège de l'Union Africaine, continent convoité

par la Chine pour la richesse de ses matières premières ; l'Arabie Saoudite, l'Iran, les Emirats sont des fournisseurs importants d'hydrocarbures à la Chine.

Au-delà de la volonté, plus ou moins partagée, de trouver une alternative au modèle occidental, beaucoup de pays se méfient de la Chine et ont compris qu'à travers l'élargissement, elle tente de trouver des relais de croissance, veut s'assurer les denrées alimentaires et les matières premières indispensables à son développement.

- *L'égoïsme chinois* :

La Chine affiche sa volonté de casser la domination de l'Occident sur le système multilatéral mais, par exemple, s'oppose à l'accès de ses partenaires, Inde et Brésil, au rang de membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU.

La Chine entend poursuivre l'élargissement pour fédérer des Etats contre l'Occident mais d'autres membres, Brésil et Inde, sont opposés et veulent sur chaque sujet, économique, militaire... jouer la carte la plus avantageuse, parfois avec l'Occident, parfois avec la Russie, parfois avec la Chine.

La Chine est dominante mais sa croissance structurelle ralentit, sa capacité à prêter aux autres pays est entamée par les nombreuses déconvenues des Routes de la soie, son image politique internationale est abîmée par le raidissement idéologique observé ces dernières années et l'Inde entend, chaque jour davantage, faire entendre sa voix.

Les limites commerciales de l'élargissement des BRICS :

Les BRICS élargis réalisent \$6200 milliards d'exportations, donc moins que le G7 et ses \$7000 milliards d'exportations. Mais là n'est pas l'important. Si la Chine est un partenaire important pour chacun des membres des BRICS, les échanges entre les autres pays sont faibles et plus importants avec l'Occident.

L'Inde, par exemple, n'exporte que \$25 milliards de marchandises vers l'ensemble Chine-Russie contre environ \$230 milliards vers les pays de l'OCDE.

Depuis quelques années, on constate une croissance des échanges entre certains BRICS : ainsi les exportations du Brésil vers la Chine et la Russie ont augmenté de près de 50% pour atteindre quelque \$120 milliards alors, que les exportations vers les Etats-Unis sont beaucoup plus stables autour, de \$40 milliards. Conjoncturellement, l'Inde a beaucoup accru ses achats de pétrole russe pour profiter de prix cassés mais, l'Inde, méfiante envers la Chine, développe davantage ses exportations vers les Etats-Unis.

Au sein du Sud, les importations de l'Afrique en provenance de la Chine et de la Russie ont été multipliées par près de 15 depuis 2002, celles en provenance des Etats-Unis par moins de 4. Les exportations de l'Afrique vers la Chine et la Russie ont similairement beaucoup augmenté, quand celles vers les Etats-Unis sont assez stables. Mais cela reste limité. Les exportations africaines vers le duo sino-russe avoisinent \$60 milliards, loin des quelque \$220 milliards vers les pays de l'OCDE. Le Mexique ne vend même pas pour \$20 milliards à l'ensemble Chine-Russie contre \$600 milliards aux pays de l'OCDE.

A l'heure d'un protectionnisme croissant des Etats-Unis, l'ambition des membres des BRICS est de promouvoir le commerce Sud-Sud mais les échanges entre ces pays sont modestes et l'intégration limitée.

Aider à la sécurité alimentaire des pays membres des BRICS est une ambition car les membres n'assurent que la moitié de leurs besoins. Dans le groupe, il y a quelques grands producteurs, la Russie, le Brésil et, secondairement l'Afrique du Sud mais, en Egypte et en Ethiopie, la sécurité alimentaire reste un objectif distant ; l'Arabie Saoudite, pays à forte croissance démographique, et l'Iran sont confrontés au problème des ressources en eau ; l'Inde et la Chine doivent importer pour leur subsistance.

Les limites financières à offrir une alternative au FMI :

Les membres des BRICS veulent mettre à bas les organisations multilatérales créées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sous l'égide de l'Occident, notamment le FMI et la Banque mondiale.

La NBD, Nouvelle banque de développement, créée en 2015 avec un capital de \$50 milliards, seule institution commune des BRICS, ambitionne d'offrir une alternative au FMI pour faciliter le développement et écarter la conditionnalité des prêts pratiquée par le FMI.

Mais, depuis sa création, la NBD n'a réalisé que \$33 milliards de prêts, quand la Banque mondiale a prêté \$78 milliards et seulement un cinquième des prêts de la NBD l'a été en devises locales, quand près de 70% de ces prêts ont été réalisés en \$.

En résumé, la Nouvelle banque de développement est une médiocre alternative aux institutions multilatérales.

Financièrement, l'hétérogénéité entre membres des BRICS est éclatante. L'Ethiopie est en défaut, l'Egypte au bord de la faillite, l'Iran très appauvrie, alors que l'Arabie Saoudite et les EAU figurent parmi les pays créditeurs et ont de loin les deux plus élevés PIB/hab du groupe.

Les limites monétaires et l'incapacité à offrir une alternative au \$:

La domination exclusive du \$ sur le système monétaire international date de 1945, des accords de Bretton Woods.

En 1974, l'OPEP avait voulu s'affranchir du \$ et privilégier les DTS, Droits de tirage spéciaux, pour le paiement du pétrole, mais elle échoua.

Les membres des BRICS, impressionnés par le blocage américain de la moitié des réserves de change russe, soit \$350 milliards, veulent échapper à l'exterritorialité des règles américaines pour sanctionner des opérations effectuées en \$, mais cela risque de rester un vain mot.

A ce jour, les monnaies des cinq BRICS ne financent pas plus de 5% des échanges internationaux et aucun de ces pays n'est à même d'offrir un marché financier d'une profondeur, d'une liquidité, d'une stabilité comparable à celle du \$.

La Chine règle plus de 40% de ses transactions en Yuans, mais 60% de ses actifs sur l'étranger demeurent libellés en \$. A fortiori, si les Saoudiens acceptent d'être payés en Yuans pour leur pétrole, si les Brésiliens acquittent en Yuans leurs importations en provenance de Chine, aucun ne veut garder les réserves en Yuans. Aussi longtemps que le Yuan ne sera pas convertible, il ne pèsera qu'1 à 2% des échanges internationaux.

Dans le même temps, si les Etats-Unis représentent moins de 15% des échanges internationaux, le \$ c'est toujours 40% des émissions de dettes, 59% des transactions commerciales, près de 90% des opérations de change dans le monde.

L'adoption du Yuan comme devise de transaction internationale apparaît comme un horizon lointain, certainement pas souhaité par l'Inde. Et, au-delà, la mise en place d'une devise commune, un équivalent de l'€ par des économies aussi différentes ne semble pas crédible.

Aussi, le système monétaire ne va pas évoluer demain et, dans l'intervalle, les Etats-Unis pourront continuer à financer leurs déficits avec l'épargne internationale.

Les limites politiques :

L'ensemble est hétéroclite et l'élargissement effectif au 1^{er} janvier 2024 a aggravé ces oppositions.

Au récent sommet des BRICS, on a pu compter 77 pays invités dont une vingtaine de pays candidats (Indonésie, Nigeria, Venezuela...), mais rien de concret n'est sorti.

Quoi de commun entre la riche Arabie Saoudite et l’Ethiopie pauvre, entre l’autoritarisme chinois ou russe et la démocratie brésilienne, entre l’Inde et la Chine opposées sur les hauteurs de l’Himalaya, entre l’Arabie Saoudite et l’Iran, entre l’immensité russe et la petitesse des Emirats...

Certes, les membres des BRICS ont pour principe de ne pas se mêler des affaires intérieures, donc notamment du respect des droits de l’homme, des autres ; certes ils n’ont pas condamné l’invasion de l’Ukraine et n’ont pas voté les sanctions contre la Russie mais, soyons réalistes. Si, l’Europe, union de pays culturellement et économiquement proches, 67 ans après sa création, peine parfois à forger des consensus, quel rapprochement, quelle coopération escompter de pays aussi différents que les membres des BRICS ? Quelle convergence d’intérêts entre l’Inde, proche du camp occidental, et la Chine désireuse d’instaurer un nouvel ordre mondial ? Que penser d’une organisation où l’un des pays leader, l’Inde, juge comme menace principale la Chine, autre membre ?

Conclusion : « *Plus ils vous flattent, moins vous pouvez leur faire confiance* ».

Ce mot de *Mao à Hô Chi Minh* mérite d’être retourné. Si la Chine flatte ses partenaires des BRICS et alimente leur rancœur contre l’Occident, c’est pour mieux asseoir sa domination sur le groupe. En fait, au terme de cette Lettre, on peut relever 5 conclusions :

- **Les BRICS ne sont pas l’instance dominante** : élargis à cinq nouveaux membres, les BRICS représentent 35% du PIB mondial mais le G7 reste prééminent avec 43%, soit \$43000 milliards.

Entre BRICS, il est approprié d’évoquer la fragmentation, de souligner l’opportunisme des Etats, l’approche désormais transactionnelle. Modi est un exemple : quand un jour il achète du pétrole à la Russie, le lendemain il affiche une proximité avec les Etats-Unis ou achète des armes à la France.

Réformer la gouvernance internationale va prendre du temps, mettre en œuvre une alternative au \$ en prendra plus encore car faible est la capacité de ces pays à s’entendre.

- **Les BRICS sont incapables d’agir** car, dans cet ensemble hétéroclite de 10 membres, la règle de l’unanimité prévaut. Depuis la création des BRICS, la seule réalisation du groupe est la NBD, Nouvelle banque de développement, et le montant de ses prêts est modeste.

Le G20, enceinte mixte de pays développés et de pays émergents représentant 80% du PIB mondial, demeure mieux adapté à la gestion des grands enjeux internationaux.

L’Occident n’a rien à craindre de la concurrence des BRICS, mais ne doit pas ignorer le message porté par l’organisation. Biden l’a bien compris quand il annonce vouloir porter une réforme du FMI et de la Banque mondiale, deux instances dominées depuis leur création en 1945 par les pays Occidentaux. De même, le projet de corridor Europe-Moyen-Orient-Inde, présenté au G20, est une réplique aux Routes de la soie. Egalement, le PGII, Partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux, présenté lors du G7, a promis \$600 milliards pour financer des infrastructures et offrir aux pays émergents une alternative aux Routes de la soie. Enfin, le système international évolue, car l’Union Africaine est devenue membre du G20.

- **Les BRICS ne sont guère un pôle de croissance** : depuis 2013, la croissance annuelle moyenne du PIB n’a pas dépassé 1% pour 3 de ses membres, la Russie, le Brésil et l’Afrique du Sud. L’Egypte et l’Ethiopie ne décollent pas ; l’Iran s’appauvrit ; la croissance, ces dernières années, a fortement ralenti en Chine. Il ne reste donc que l’Inde, voire l’Arabie Saoudite, comme pôles de croissance et, donc, la fracturation s’est accrue.
- **Les BRICS sont en retard dans la transition énergétique** : ils sont à l’origine de 22 milliards de tonnes d’émissions de gaz à effet de serre contre 9 milliards de tonnes pour le G7. A ce niveau, les préoccupations communes de la planète, exemple le réchauffement climatique, devraient l’emporter sur des querelles idéologiques.
- **Les BRICS pèsent très peu sur la scène boursière internationale** : au regard des Etats-Unis, qui représentent 60% de la capitalisation mondiale, ils offrent la meilleure attractivité pour des valeurs

technologiques en quête de cotation et la meilleure liquidité pour les placements ; aucun des BRICS n'est susceptible d'offrir une alternative, tout au plus une diversification pour les investisseurs. La cotation de nombreuses sociétés chinoises aux Etats-Unis, en dépit des tensions politiques entre les deux pays, est un bon indicateur.

Genève, le 28 février 2024

Bruno Desgardins

Bruno Desgardins
CIO
Switzerland



SingAlliance Pte Ltd

20 McCallum Street
#18-01 Tokio Marine Centre
Singapore 069046
T: +65 6303 5050
E: info@singalliance.com

SingAlliance (Switzerland) SA

16bis rue de Lausanne
1201 Geneve
Switzerland
T: +41 22 518 85 85
E: info.switzerland@singalliance.com

SingAlliance (Hong Kong) Ltd

Unit 904-907, 9/F Dah Sing Financial Centre
248 Queen's Road East
Wanchai, Hong Kong
T: +852 2639 3659
E: info.hongkong@singalliance.com

**SingAlliance Pte Ltd
(DIFC Representative Office)**

The Gate, Level 13 East, Office 10, DIFC
PO Box 121208 Dubai, UAE
T: +971 (0) 4 401 9158
E: info.dubai@singalliance.com



Ce document ne constitue ni une offre ni une invitation à acheter ou à souscrire des instruments financiers. Les informations contenues dans ce document proviennent de sources publiques soigneusement sélectionnées. Malgré la réalisation de toutes les diligences requises pour s'assurer que ces informations soient exactes au moment de leur publication, aucune déclaration de garantie n'est faite quant à leur exactitude, exhaustivité ou sincérité. Toute opinion contenue dans le contexte actuel peut être modifiée à tout moment sans préavis. La performance passée n'est pas indicative des résultats futurs.